

J'aimerais, avant toute chose, exprimer toute ma gratitude à l'Organisation internationale du Travail qui a bien voulu nous associer aux échanges sur la thématique, combien pertinente et d'actualité, prévue dans le cadre des travaux de cette auguste assemblée, sur la crise mondiale de l'emploi.

Quelle autre préoccupation peut être plus importante dans le contexte d'incertitude généralisée que nous connaissons?

Je saisis cette occasion solennelle pour exprimer mes plus sincères félicitations à l'Organisation internationale du Travail qui, depuis bientôt un siècle, se bat inlassablement contre l'injustice sociale sous toutes ses formes.

Cette lutte souvent difficile, parfois menée au péril de l'existence de votre noble institution, mérite notre plus grand respect. Aujourd'hui, grâce à sa capacité à braver avec audace et détermination les multiples défis qui ont jalonné son évolution, la promotion du travail décent comme vecteur principal du progrès social n'est plus considérée comme un risque économique, mais plutôt comme une condition sine qua non du développement durable.

Notre humanité est en crise, une crise globale et générale, bousculant toutes les valeurs qui ont jusqu'à présent gouverné la marche du monde. Cette crise remet en cause tous les modèles et les systèmes de développement mis en place dans tous les pays, qu'ils soient développés ou non.

C'est une crise de valeur, une crise de vision, une crise de fondement, une crise de survie. Le système financier mondial s'est désarticulé. Les repères économiques se sont effondrés, les règles commerciales sont mises à rude épreuve, les finances publiques se sont dégradées, les systèmes de protection sociale se sont disloqués et les emplois sont de plus en plus rares et précarisés.

Les États sont eux dans l'incertitude. Les entreprises sont en perte de compétitivité et les individus sans réelles perspectives. Le capitalisme, dans sa forme actuelle, est en train de connaître la plus grave crise de son histoire. L'interventionnisme étatique, qui était devenu il y a quelques années un anathème, est remis au goût du jour et a été l'élément clé de tous les mécanismes mis en place pour juguler les conséquences de la crise.

Les fonds directement investis par les pouvoirs publics pour sauver les entreprises privées sont sans précédent. La crise qui était d'abord financière s'est rapidement muée en une crise sociale et en une crise de l'emploi.

La situation, comme vous le voyez, est grave, mais je crois qu'elle n'est pas désespérée si l'on sait comment orienter les ressources, si l'on choisit avec perspicacité les leviers et les repères pour avancer.

Il est essentiel que nous repensions notre mode de vie. Il est urgent que nous révisitions certaines valeurs ou concepts. Il est utile que nous changions d'orientation et, pour ce faire, il faut trouver une occasion pour réunir les principaux acteurs de la croissance économique et du progrès social.

La Conférence internationale du Travail, par sa composition particulière, donne chaque année l'opportunité aux dirigeants des entreprises, aux représentants des travailleurs et aux pouvoirs publics de revisiter les défis et de proposer des approches et des solutions.

L'histoire semble donner raison à l'OIT. La récente Déclaration sur la justice sociale pour une mondialisation équitable, adoptée le 10 juin 2008 à Genève, dans cette même salle, est le témoignage de la véracité des analyses et de la justesse des solutions proposées par les mandants tripartites.

J'aimerais revenir sur un concept qui, à mon avis, offre à notre humanité les repères fondamentaux pour réussir le pari du développement, de la croissance et de la cohésion sociale. Il s'agit du concept du travail décent, inventé et structuré par l'OIT à travers le Bureau international du Travail.

Avant de continuer, permettez-moi de remercier le Directeur général du BIT et toute son équipe pour avoir généré ce concept nouveau et innovant. En effet, le travail décent, par sa définition, laisse entrevoir un diagnostic exhaustif des problèmes majeurs auxquels un homme, une femme ou une entreprise peuvent être confrontés au cours de leurs différents cycles de vie.

Quelques questions essentielles suffisent pour comprendre que le concept de travail décent, s'il est appliqué et réalisé, permettra à notre monde de faire de grands progrès sur le chemin de l'épanouissement des êtres humains.

Peut-on parler de développement sans régler les problèmes de chômage et de sous-emploi? Peut-on réellement lutter contre la pauvreté sans une protection sociale adéquate et généralisée? Peut-on parler d'un monde civilisé si les femmes et les hommes ne travaillent et ne vivent pas dans la liberté, la dignité et l'égalité?

Peut-on parler de développement durable sans faire cas de la responsabilité sociale des entreprises? Quels sujets sérieux peut-on valablement aborder aujourd'hui sans un cadre de concertation et de dialogue?

Le travail décent fournit des réponses pertinentes à toutes ces interrogations et donne des orientations pour la mise en place de solutions. Il est un concept mais également un objectif et une stratégie qui responsabilisent les acteurs en leur offrant une vision, en leur permettant de cogérer les problèmes et les défis.

Je voudrais, pour toutes ces raisons, vous féliciter encore et saluer le Pacte mondial pour l'emploi comme une riposte à la crise, riposte fondée sur le travail décent que vous venez d'adopter.

Ce pacte, auquel nous adhérons pleinement, préconise des solutions hardies pour faire face à la crise, et nous nous en réjouissons.

Notre millénaire naissant est caractérisé par une singularité. Bien que la richesse mondiale continue de croître, la pauvreté existe toujours dans une grande partie du monde. Sur le continent africain, l'ampleur et la progression de la pauvreté constituent une menace pour la stabilité politique, sociale et économique de nos États.

En phase avec la communauté internationale, les États africains reconnaissent l'insuffisance des résultats obtenus en termes de rapport entre la croissance de l'emploi et la croissance du produit intérieur brut.

Le secteur de l'emploi, tributaire de l'économie, paie un lourd tribut à la crise financière, occasionnant des licenciements à tour de bras, avec son corollaire de détresse humaine et de fracture sociale.

C'est le lieu pour féliciter les organisateurs de ce rassemblement qui ont vu juste en soumettant à

notre réflexion un thème qui interpelle toutes les consciences. Il est vrai que nul ne peut rester indifférent devant cette situation où des milliers d'hommes et de femmes se retrouvent du jour au lendemain sans travail et sans espoir de réintégrer le marché de l'emploi.

Au Togo, le phénomène du chômage et du sous-emploi s'est posé avec acuité vers la fin des années quatre-vingt, lorsque notre économie commençait à subir le contrecoup de la crise mondiale engendrée par les chocs pétroliers successifs et la crise monétaire.

A peine relevé de cette épreuve, notre pays a eu à traverser une longue et ruineuse crise sociopolitique qui a mis à mal les principaux ressorts de sa base économique et sociale. Le secteur de l'emploi a été frappé de plein fouet par la déconfiture de notre économie et il s'est rétréci en quelques années.

Les viviers traditionnels de l'emploi, comme l'agriculture, l'artisanat et le commerce, se sont essouffés suite à un manque drastique de débouchés et de mécanismes de relais. En conséquence, le chômage et le sous-emploi ont pris des proportions dramatiques.

La marginalisation de notre pays par la communauté internationale pendant de longues années a fini de dessécher les maigres ressources disponibles et a exacerbé la conjoncture nationale déjà précaire. Le secteur informel, synonyme d'un autre contexte d'économie parallèle et parfois souterraine, a connu une évolution exponentielle, traduisant ainsi la fragilité et l'instabilité des secteurs publics et privés réglementés.

Pendant ce temps, les structures publiques et privées de formation déversent chaque année et par milliers de jeunes diplômés sur notre marché de l'emploi, dépourvu d'opportunités.

Ce sombre tableau social et économique prévalait lors de notre accession à la magistrature suprême. Il fallait donc trouver des solutions appropriées à une situation explosive et s'attaquer de front à une économie dont tous les secteurs étaient en situation d'extrême détresse.

L'apaisement du climat social et politique nous a paru le meilleur chemin pour aborder nos difficultés. Pour ce faire, et ayant compris que la paix sociale est mère de paix civile et politique, tous les acteurs de la vie sociale et économique ont été invités à une concertation profonde, visant à instituer les mécanismes d'une gestion consensuelle des questions d'intérêt national.

Ce processus, fort heureusement, a débouché sur les grandes assises du dialogue social, tenues au cours du premier semestre de l'année 2006. Lesdites assises, fortement soutenues par le BIT, ont débouché sur un protocole d'accord, comportant près de 130 engagements.

Elles ont permis aux pouvoirs publics et aux partenaires sociaux de faire sans tabou le diagnostic des maux dont souffre notre pays et d'imaginer les solutions les plus appropriées.

C'était la première fois qu'une assise de ce genre était organisée au Togo. Sa réussite a été un serment important pour le dialogue politique qui a eu lieu quelques semaines plus tard. Le défi était que, ce que les acteurs du monde du travail ont pu réussir, les acteurs politiques le pourront également.

Cette approche nous a permis de consolider, jour après jour, notre démocratie et de redorer l'image de notre pays et de reprendre langue avec nos principaux partenaires.

L'organisation d'élections pacifiques et démocratiques, saluée par tous les observateurs aussi bien nationaux qu'internationaux pour leur exemplarité, a été le couronnement de cette politique.

Parallèlement à cet effort d'assainissement du climat social et politique, un vaste programme de réformes économiques a été lancé. Le gouvernement a mis en place un cadre national de réforme et de modernisation de l'administration, qui s'articule autour des objectifs visant à redéfinir les missions de l'Etat, promouvoir une culture administrative fondée sur l'efficacité, la neutralité et la continuité du service public.

On est sur le principe qu'aucune stratégie de réforme d'un pays ne peut se faire sans une modernisation du système judiciaire. Nous avons décidé de faire de la dynamisation de notre justice la clé de voûte de l'architecture de notre système de réforme.

Le processus mis en place a pour objectif d'améliorer les appareils juridique et judiciaire et de conforter l'Etat de droit et la démocratie. Aujourd'hui, le processus de modernisation de la justice et ses résultats à mi-parcours ont servi de modèle à un vaste plan de réforme qui touche des secteurs aussi divers que l'économie, la santé, la formation professionnelle, l'emploi, l'agriculture et les infrastructures.

Un des défis essentiels de tous les efforts en cours est la mise en place d'un programme national de promotion du travail décent, qui a mobilisé durant le mois de mars 2009 une équipe pluridisciplinaire du BIT et tous les acteurs du monde du travail au Togo.

Le projet de notre programme national de promotion du travail décent est déjà disponible. Nous allons y apporter quelques corrections avant de le signer officiellement avec le BIT dans les prochaines semaines.

Il est difficile de dresser ici un bilan de nos réformes, qui sont à mi-parcours de leur plan d'exécution. Néanmoins, les résultats que nous avons obtenus sont déjà encourageants.

Concernant le domaine spécifique de l'emploi, le Togo a adopté plusieurs mesures institutionnelles, juridiques et stratégiques qui ont permis à ce jour de recruter, dans un contexte international défavorable et une situation interne difficile, plus de 13 000 jeunes dans la fonction publique.

Dans le même temps, des dizaines de milliers d'autres ont bénéficié d'emplois à temps partiel dans l'exécution des programmes visant à moderniser notre agriculture, et surtout dans le cadre d'un projet à haute intensité de main-d'œuvre destiné à renforcer l'ensemble de nos infrastructures routières profondément dégradées, suite à plus d'une décennie de crises sociopolitiques.

Nous ne sommes pas ignorants du fait que les structures étatiques ne peuvent, à elles seules, prétendre résoudre l'ensemble des problèmes de l'emploi. Forts de ce constat, nous orientons l'essentiel de nos efforts vers la promotion de l'auto-emploi et de l'emploi indépendant.

Notre approche des solutions face à l'emploi laisse apparaître clairement que le Togo retrouve tout son potentiel et dispose de ressources spirituelles et morales à même de l'amener à faire un saut qualitatif, synonyme de progrès social et économique.

Mais, encore marqué par les stigmates de la crise qui l'a fortement ébranlé, le Togo a plus que jamais besoin de vos appuis et de votre assistance. Pour

combler notre retard, nous devons non seulement prendre nos devanciers comme référence, mais surtout chercher des raccourcis susceptibles d'accélérer la mise en commun des conditions pouvant garantir notre essor.

Il est évident que nous ne pouvons réussir ce pari sans un réseau dynamique, dont vous serez le maillon essentiel. Le Togo sait qu'il peut compter sur vous pour qu'ensemble, nous fassions de la crise économique et financière actuelle non un frein mais plutôt un tremplin pour un essor social et économique, moralement sain et politiquement réalisable.

Il nous faut construire un grand consensus si nous voulons maîtriser les conséquences de la crise. Il faut aller vers une entente globale, concertée et préventive, si nous voulons envisager notre futur avec

optimisme et assurance. Personne n'y perdra et tout le monde y gagnera.

Je ne peux terminer mon propos sans réitérer la gratitude du peuple togolais au Conseil d'administration et au Directeur général du BIT pour le soutien multiforme qu'ils apportent à mon pays.

Je ne puis oublier les ingénieux employeurs, les vaillants travailleurs des organisations très engagées assistant à cette grande Conférence.

Je profite de l'occasion pour lancer un appel à toutes les autres organisations internationales pour qu'elles se mettent aux côtés de l'OIT pour relever le défi de la croissance dans la justice car la pauvreté, où qu'elle existe, constitue un danger pour le reste de l'humanité.